

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Ministre de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 4 juillet 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant les conditions générales de collaboration avec les communes susceptibles de bénéficier de la dotation triennale de développement dans le cadre de la réalisation d'investissements d'intérêt public", a donné le 30 août 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 4 juli 2000 door de Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en de Minister van Werkstelling, Economie, Energie en Huisvesting van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "inzake de vaststelling van de algemene voorwaarden tot samenwerking met de gemeenten die in aanmerking kunnen komen voor de driejarige ontwikkelingsdotatie in het kader van investeringen van openbaar nut", heeft op 30 augustus 2000 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Le projet entend exécuter l'article 15 de l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public, qui dispose :

"Les projets bénéficiant de la dotation triennale de développement font l'objet d'une étroite collaboration entre le Gouvernement et la commune bénéficiaire durant les différentes phases des études et travaux.

Le Gouvernement arrête les conditions générales de collaboration avec les communes susceptibles de bénéficier de la dotation triennale de développement."

Pour organiser cette collaboration, le projet prévoit le recours à deux modes distincts d'action administrative. D'une part, il établit, de manière unilatérale, un certain nombre d'obligations que les communes devront respecter, ainsi que des règles de procédure, qui consistent, notamment, à instituer des "comités d'accompagnement", composés de représentants de l'administration et de la commune concernée.

D'autre part, il prévoit la conclusion de "conventions-exécutions", entre la commune concernée et la Région portant sur la mise en oeuvre des projets bénéficiant de la dotation triennale de développement. Le contenu minimal que l'article 4 du projet assigne à ces "conventions-exécutions", porte, en substance, sur la description et l'estimation du coût des projets susceptibles d'être subsidiés, le planning de leur exécution et le taux du subside.

.../...

En principe, lorsque l'autorité administrative dispose de prérogatives d'action unilatérale, elle ne peut agir en recourant à la conclusion de contrats, à moins que le législateur ne l'y autorise (1).

En l'occurrence, les subsides prévus par l'ordonnance du 16 juillet 1998 précitée sont octroyés sur la base de conditions fixées de manière unilatérale par ou en vertu de cette ordonnance.

L'exposé des motifs de l'article 15 que le projet tend à exécuter précise toutefois :

"Considérant l'intérêt régional des projets subsidiés dans le cadre de la dotation triennale de développement, ceux-ci sont gérés conjointement par la Région et la ou les communes sur le territoire desquelles ils se situent. La commune conserve cependant la maîtrise de l'ouvrage des travaux.

Les modalités de cette collaboration qui devront impérativement être garanties pour chaque projet seront arrêtées par le Gouvernement, comme elles l'ont été par l'arrêté de l'Exécutif du 16 juillet 1992 relatif aux Chemins de la Ville.

En outre, ces modalités seront fixées au cas par cas par la conclusion d'une convention-exécution, comme c'est le cas actuellement pour chaque projet subsidié dans le cadre des Chemins de la Ville."

(1) M. PAQUES, "De l'acte unilatéral au contrat dans l'action administrative", Bruxelles, Story-Scientia, 1991, spéc. pp. 347 à 395 et 423; Ph. QUERTAINMONT, "Les nouveaux instruments contractuels utilisés par l'administration et la compétence du juge administratif", T.B.P., 2000/1, pp. 43 et 44.

De même, à propos de l'article 29 de l'ordonnance, qui prévoit que "le Gouvernement fixe le taux du subside des projets émergeant à la dotation triennale de développement", l'exposé des motifs fait le commentaire suivant :

"Les projets subsidiés dans le cadre de la dotation triennale de développement voient leur taux fixé au cas par cas par le Gouvernement, dans la convention-exécution qui fixe les modalités particulières de collaboration entre la Région et les communes. Ce taux doit pouvoir varier en fonction de la spécificité de chaque projet.".

A la lumière de ces extraits de l'exposé des motifs, on peut admettre qu'afin d'assurer l'"étroite collaboration" prévue à l'article 15 de l'ordonnance, le Gouvernement prévoit que le taux du subside et le planning d'exécution des projets émergeant à la dotation triennale de développement fassent l'objet de conventions conclues avec les communes concernées, mais ces conventions particulières ne pourront déroger aux dispositions de l'ordonnance, ni régler des matières dont le législateur n'a pas exprimé la volonté qu'elles puissent faire l'objet de conventions.

2. Certains des projets bénéficiant de la dotation triennale de développement font partie des initiatives prises en commun par l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale, conformément à l'article 43 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

.../...

Ces initiatives font l'objet de "l'accord de coopération du 15 septembre 1993 entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à certaines initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles" (1).

L'article 2, § 2, de cet accord, tel qu'il est modifié par l'avenant n° 5, délibéré et signé par les membres du Comité de coopération le 28 février 2000, prévoit que pour les initiatives faisant l'objet d'un cofinancement, un "protocole reprenant les droits et les obligations de chacune des parties en matière de planification, financement, maîtrise d'oeuvre, etc. sera établi."

Le fait que les projets en question soient, conformément à l'article 43 de la loi spéciale précitée, financés pour partie par l'Etat fédéral, n'empêche pas que l'ordonnance du 16 juillet 1998 soit applicable à la partie financée par la Région de Bruxelles-Capitale au moyen de subsides octroyés aux communes.

(1) Moniteur belge du 30 novembre 1993. Selon l'article 7, § 2, de cet accord, il "entre en vigueur, à l'égard des parties, après ratification par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Conseil des ministres du Gouvernement fédéral". Quatre avenants à cet accord ont fait l'objet de publication au Moniteur belge : avenant n° 1 du 29 juillet 1994, Moniteur belge du 11 octobre 1994; avenant n° 2 du 22 mai 1997, Moniteur belge du 1er octobre 1997; avenant n° 3 du 29 janvier 1998, Moniteur belge du 2 juillet 1998; avenant n° 4 du 2 juin 1999, Moniteur belge du 8 octobre 1999.

Certaines dispositions de l'"accord de coopération", ainsi que le "protocole" (1) prévu par l'article 2, § 2, de cet "accord", ont le même objet que le présent arrêté, à savoir, celui de régler les conditions de la collaboration entre les autorités concernées par les projets. Pour les projets visés par l'"accord", les autorités concernées sont la Ville de Bruxelles, l'Etat fédéral, et la Région.

Comme, par ailleurs, il n'appartient pas au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de régler unilatéralement la participation de l'autorité fédérale au suivi des projets, il convient, ainsi qu'en a convenu le délégué du ministre, de prévoir que, pour les projets cofinancés par l'Etat fédéral, les conditions générales de collaboration sont celles fixées par ou en vertu des délibérations du Comité de coopération visé à l'article 43 de la loi spéciale précitée.

Il s'ensuit qu'une disposition doit être insérée dans l'arrêté en projet formulée comme suit :

"Par dérogation aux articles 1er à ..., les conditions générales de collaboration entre le Gouvernement et les communes pour les projets financés en partie par l'Etat fédéral en vertu de l'article 43, alinéa 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, sont celles prévues par ou en vertu des

(1) Ce protocole est encore à l'état de projet. Il doit encore être signé par les parties concernées.

délibérations du Comité de coopération visé à l'alinéa 1er du même article."

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

Le texte néerlandais des alinéas 3 et 4 devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 1er

Le "service régional de financement des investissements communaux du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale" n'est visé que dans deux dispositions du projet. Il est, en outre, fait mention d'autres services de l'administration de la Région. Mieux vaut dès lors omettre la définition figurant sous le 1° et reprendre in extenso la dénomination du service en question dans les dispositions qui le concernent.

Compte tenu de l'observation générale n° 2, le 2° et le 3° sont superflus.

Cette disposition doit, dès lors, être omise et la numérotation des articles subséquents, être adaptée en conséquence.

.../...

Article 2 (devenant l'article 1er)

La phrase introductive serait formulée de façon plus précise comme suit :

"Art. 1er. Pour bénéficier des subsides émergeant à la dotation triennale de développement, la commune doit : ...".

Par ailleurs, il est inutile de prévoir, au point 2), que la commune doit transmettre les "conventions-exécutions" à la Région, dès lors que celle-ci est partie à ces "conventions".

Le point 4) est étranger à la collaboration entre la commune et la Région, collaboration dont le projet tend à fixer les conditions générales. Il est, dès lors, dépourvu de fondement légal et sera, pour cette raison, omis.

Le point 5) se borne à prévoir que la commune doit respecter la convention qu'elle a signée. Compte tenu de la force obligatoire des contrats entre les parties, une telle disposition est superflue.

Le point 8) ne trouve pas son fondement dans l'article 15 de l'ordonnance du 16 juillet 1998. On relèvera en outre que l'entretien du bien subsidié est réglé par l'article 22, § 1er, 3°, de l'ordonnance et qu'il n'entre pas dans les pouvoirs du Gouvernement d'y déroger. Ce point sera donc omis.

.../...

Article 3

Compte tenu de l'observation générale n° 2, cette disposition sera omise.

Article 4 (devenant l'article 2)

Le texte néerlandais de l'alinéa 2, deuxième phrase, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

De l'accord du délégué du ministre, l'alinéa 3 sera omis.

Article 5 (devenant l'article 3)

Compte tenu de l'observation générale n° 2, le présent article ne peut pas s'appliquer aux projets cofinancés par l'Etat fédéral. Par conséquent, ainsi qu'en a convenu le délégué du ministre, il n'y a pas lieu de prévoir, comme le fait le point 3. de l'alinéa 1er du paragraphe 1er du projet, la présence d'un fonctionnaire fédéral (1).

(1) Dans le cas contraire, cette disposition devrait recevoir l'accord du Gouvernement fédéral, conformément à l'article 92ter de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, rendu applicable par l'article 42 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 précitée.

Au paragraphe 1er, alinéa 2, mieux vaut parler d'"avis conforme" plutôt que d'"approbation", de manière à ne pas donner l'impression que l'accord du comité visé par cet article pourrait tenir lieu de l'accord requis des autorités légalement compétentes.

Il convient donc d'écrire :

"L'avis conforme du comité d'accompagnement est requis sur : ...".

Au point 3. du même alinéa, il convient de mieux identifier les actes sur lesquels l'avis du comité est sollicité.

A l'alinéa 3, il y a lieu de remplacer les mots "la Région" par les mots "le Gouvernement".

De l'accord du délégué du ministre, le paragraphe 2 sera rédigé comme suit :

"§ 2. Pour les projets ne relevant pas du programme des «Chemins de la Ville», les modalités de constitution et de fonctionnement d'un comité d'accompagnement peuvent, le cas échéant, être fixées dans la convention-exécution.".

.../...

Article 6

Cette disposition fait double emploi avec l'article 5, alinéa 2. De l'accord du délégué du ministre, elle sera omise.

Article 7 (devenant l'article 4)

A l'alinéa 1er, il convient de remplacer les mots "destinés à l'approbation" par les mots "soumis à l'avis", et il y a lieu d'omettre la deuxième phrase.

Le texte néerlandais de l'alinéa 3 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Compte tenu de l'observation générale n° 2, l'alinéa 4 sera omis.

OBSERVATION FINALE

Dans les articles 2 et 4, il convient d'écrire "1°, 2°, 3°" au lieu de "1), 2), 3)" et dans l'article 5, § 1er, il faut écrire "1°, 2°, 3°" au lieu de "1., 2., 3.".

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het ontwerp strekt tot uitvoering van artikel 15 van de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen, dat het volgende bepaalt :

"De projecten die in aanmerking komen voor een deel van de driejarige ontwikkelingsdotatie, maken het voorwerp uit van een nauwe samenwerking tussen de Regering en de begunstigde gemeente tijdens de verschillende fasen van de studies en de werken.

De Regering legt de algemene voorwaarden vast voor de samenwerking met de gemeenten die in aanmerking kunnen komen om de driejarige ontwikkelingsdotatie te ontvangen.".

Het ontwerp bepaalt dat het bestuur, om die samenwerking te organiseren op twee verschillende manieren te werk kan gaan. Enerzijds worden in het ontwerp eenzijdig een reeks verplichtingen vastgesteld die de gemeenten moeten naleven, alsook procedureregels, waarbij onder meer wordt opgelegd dat er "begeleidingscomités" worden opgericht, bestaande uit vertegenwoordigers van de administratie en van de betrokken gemeente.

Anderzijds bepaalt het ontwerp dat de betrokken gemeente en het Gewest "uitvoeringsovereenkomsten" afsluiten voor de uitvoering van de projecten die in aanmerking komen voor de driejarige ontwikkelingsdotatie. Artikel 4 van het ontwerp legt vast welke gegevens zeker in die "uitvoeringsovereenkomsten" moeten staan; in hoofdzaak zijn dat een omschrijving en raming van de kosten van de projecten die in

.../...

aanmerking komen voor subsidies, de planning voor de uitvoering ervan, en het subsidiepercentage.

Wanneer een overheidsbestuur beschikt over voorrechten van eenzijdig optreden, kan zij daarbij in beginsel alleen gebruik maken van het afsluiten van overeenkomsten indien ze daartoe door de wetgever is gemachtigd (1).

In het onderhavige geval worden de subsidies waarin de genoemde ordonnantie van 16 juli 1998 voorziet, toegekend op basis van voorwaarden die eenzijdig bij of krachtens die ordonnantie zijn vastgesteld.

In de memorie van toelichting wordt met betrekking tot artikel 15, tot uitvoering waarvan het ontwerp strekt, evenwel het volgende gesteld :

"Gelet op het gewestelijk belang van de gesubsidieerde projecten in het kader van de driejarige ontwikkelingsdotatie worden deze samen beheerd door het Gewest en de gemeente(n) op het grondgebied waarvan zij gelegen zijn. De gemeente blijft evenwel fungeren als bouwheer der werken.

De nadere regels van deze samenwerking die voor elke uitvoeringsovereenkomst imperatief moeten worden gewaarborgd, zullen door de Regering worden vastgesteld zoals in het besluit van de Executieve van 16 juli 1992 betreffende de Stadswandelingen.

(1) M. PAQUES, "De l'acte unilatéral au contrat dans l'action administrative", Brussel, Story-Scientia, 1991, inz. blz. 347 tot 395 en 423; Ph. QUERTAINMONT, "Les nouveaux instruments contractuels utilisés par l'administration et la compétence du juge administratif", T.B.P., 2000/1, blz. 43 en 44.

Bovendien zullen deze nadere regels geval per geval vastgesteld worden in een uitvoeringsovereenkomst zoals dit nu het geval is voor elk gesubsidieerd project in het kader van de Stadswandelingen."

Zo ook staat in de memorie van toelichting, over artikel 29 van de ordonnantie dat bepaalt dat "de Regering (...) het percentage (vaststelt) voor de subsidiëring van de projecten die onder de driejarige ontwikkelingsdotatie vallen", de volgende commentaar :

"Voor de projecten die gesubsidieerd worden in het raam van de driejarige ontwikkelingsdotatie wordt het percentage geval per geval vastgesteld door de Regering, in de uitvoeringsovereenkomst waarin de bijzondere modaliteiten van de samenwerking tussen het Gewest en de gemeenten vastgesteld worden. Dit percentage moet (...) kunnen variëren naar gelang van de specifieke aard van elk project."

In het licht van die uittreksels uit de memorie van toelichting is het aannemelijk dat de Regering, om de "nauwe samenwerking" vermeld in artikel 15 van de ordonnantie veilig te stellen, bepaalt dat het subsidiepercentage en de planning van de uitvoering van de projecten die in aanmerking komen voor de driejarige ontwikkelingsdotatie, vastgelegd worden in overeenkomsten die met de betrokken gemeenten worden afgesloten; die bijzondere overeenkomsten mogen evenwel niet afwijken van de bepalingen van de ordonnantie, noch aangelegenheden regelen waarvan de wetgever niet heeft gezegd dat ze in overeenkomsten mogen worden geregeld.

.../...

2. Sommige projecten die in aanmerking komen voor de driejarige ontwikkelingsdotatie, maken, overeenkomstig artikel 43 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, deel uit van gezamenlijke initiatieven van de federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Die initiatieven zijn geregeld in "het samenwerkingsakkoord van 15 september 1993 tussen de Federale Staat en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot bepaalde initiatieven bestemd om de internationale rol en de functie van hoofdstad van Brussel te bevorderen" (1).

Artikel 2, § 2, van dat akkoord, zoals gewijzigd bij bijakte nr. 5, waarover op 28 februari 2000 beraadslaagd is en dat op diezelfde datum ondertekend is door de leden van de samenwerkingscommissie, bepaalt dat voor initiatieven die mee gefinancierd worden door andere partijen (...) een "protocol (zal) worden opgesteld waarin de rechten en plichten van elk van de partijen inzake planning, financiering, bouwheerschap enz. worden vermeld".

(1) Belgisch Staatsblad van 30 november 1993. Luidens artikel 7, § 2, van dat akkoord "(treedt het) ten aanzien van de partijen (...) in werking na goedkeuring ervan door de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en door de Ministerraad van de Federale Regering". In het Belgisch Staatsblad zijn vier bijakten bij dat akkoord bekendgemaakt : bijakte nr. 1 van 29 juli 1994, Belgisch Staatsblad van 11 oktober 1994, bijakte nr. 2 van 22 mei 1997, Belgisch Staatsblad van 1 oktober 1997, bijakte nr. 3 van 29 januari 1998, Belgisch Staatsblad van 2 juli 1998; bijakte nr. 4 van 2 juni 1999, Belgisch Staatsblad van 8 oktober 1999.

Dat de betrokken projecten, overeenkomstig artikel 43 van de genoemde bijzondere wet, gedeeltelijk door de federale Staat worden gefinancierd, neemt niet weg dat de ordonnantie van 16 juli 1998 ook van toepassing is op het gedeelte dat door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gefinancierd wordt door middel van subsidies die aan de gemeenten worden toegekend.

Sommige bepalingen van het "samenwerkingsakkoord", alsook het "protocol" (1), waarin artikel 2, § 2, van dat "akkoord" voorziet, hebben dezelfde strekking als het voorliggende besluit, namelijk, de voorwaarden regelen voor de samenwerking tussen de overheden die bij de projecten betrokken zijn. Voor de projecten waarop het "akkoord" betrekking heeft, zijn de stad Brussel, de federale Staat en het Gewest de betrokken overheden.

Aangezien het bovendien niet staat aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om eenzijdig te regelen hoe de federale overheid meewerkt aan de follow-up van de projecten, dient voor de projecten die de federale Staat mee financiert, bepaald te worden dat de algemene samenwerkingsvoorwaarden de voorwaarden zijn die zijn vastgesteld bij of krachtens de besluiten van de samenwerkingscommissie die genoemd wordt in artikel 43 van de genoemde bijzondere wet. De gemachtigde van de Minister is het daarmee eens.

(1) Dat protocol bevindt zich nog in de ontwerpfase. Het moet nog ondertekend worden door de betrokken partijen.

Daaruit volgt dat in het ontworpen besluit een bepaling moet worden ingevoegd die luidt als volgt :

"In afwijking van de artikelen 1 tot ..., zijn de algemene voorwaarden voor de samenwerking tussen de Regering en de gemeenten voor de projecten die, krachtens artikel 43, tweede lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, gedeeltelijk door de federale Staat worden gefinancierd, de algemene voorwaarden die bij of krachtens de besluiten van de in het eerste lid van hetzelfde artikel genoemde samenwerkingscommissie zijn gesteld."

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

Overeenkomstig de regels van de wetgevingstechniek schrijve men in het derde en vierde lid :

"Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van ...";

Gelet op het advies van de Raad van State ... 2000, met toepassing van ...;".

.../...

Artikel 1

De "gewestelijke dienst voor de financiering van gemeentelijke investeringen van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest" wordt slechts in twee bepalingen van het ontwerp genoemd. Bovendien worden ook andere administratieve diensten van het Gewest genoemd. Het zou dan ook beter zijn de definitie onder 1° te schrappen en de benaming van de betrokken dienst in extenso op te nemen in de bepalingen die daarop betrekking hebben.

Rekening houdend met algemene opmerking nr. 2, zijn de onderdelen 2° en 3° overbodig.

Deze bepaling moet dan ook vervallen en de nummering van de volgende artikelen moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 2 (dat artikel 1 wordt)

Het zou nauwkeuriger zijn de inleidende zin als volgt te formuleren :

"Art. 1. Om de subsidies in het kader van de driejarige ontwikkelingsdotatie te genieten, moet de gemeente : ..." (1).

(1) In de bepalingen onder 1) tot 8) dient de zinsconstructie dienovereenkomstig te worden aangepast.

Het heeft bovendien geen zin om in de bepaling onder 2) te bepalen dat de gemeente de "uitvoeringsovereenkomsten" moet verzenden aan het Gewest, aangezien het Gewest partij is bij die "overeenkomsten".

De bepaling onder 4) heeft geen uitstaans met de samenwerking tussen de gemeente en het Gewest, waarvoor het project de algemene voorwaarden wil vaststellen. Het heeft bijgevolg geen rechtsgrond en moet derhalve vervallen.

In de bepaling onder 5) staat alleen dat de gemeente de overeenkomst die ze ondertekend heeft, in acht moet nemen. Zulk een bepaling is overbodig aangezien overeenkomsten tussen de partijen bindend zijn.

De rechtsgrond van de bepaling onder 8) is niet artikel 15 van de ordonnantie van 16 juli 1998. Bovendien dient erop gewezen te worden dat het onderhoud van het gesubsidieerde goed geregeld is bij artikel 22, § 1, 3°, van de ordonnantie, en de Regering niet bevoegd is om daarvan af te wijken. De bepaling onder 8) moet bijgevolg vervallen.

Artikel 3

Rekening houdend met algemene opmerking nr. 2 moet deze bepaling vervallen.

.../...

Artikel 4 (dat artikel 2 wordt)

Het zou beter zijn de tweede zin van het tweede lid te redigeren als volgt : "Op zijn minst komen daarin voor : ...".

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat het derde lid moet vervallen.

Artikel 5 (dat artikel 3 wordt)

Rekening houdend met algemene opmerking nr. 2 kan dit artikel niet van toepassing zijn op projecten die mee gefinancierd worden door de federale Staat. Bijgevolg hoeft niet voorzien te worden in de aanwezigheid van een federale ambtenaar, zoals dat geschiedt in paragraaf 1, eerste lid, punt 3., van het ontwerp (1).

Het zou beter zijn in paragraaf 1, tweede lid, "eensluidend advies" te schrijven in plaats van "goedkeuring", om niet de indruk te wekken dat de goedkeuring van het in dit artikel genoemde comité zou kunnen gelden als de vereiste goedkeuring door de wettelijk bevoegde overheden.

(1) In het tegenovergestelde geval zou de federale Regering met die bepaling moeten instemmen, overeenkomstig artikel 92ter van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, dat van toepassing is verklaard bij artikel 42 van de genoemde bijzondere wet van 12 januari 1989.

Men schrijve dus :

"Vereist is een eensluidend advies van het begeleidingscomité over : ...".

In de bepaling onder 3) van hetzelfde lid dient nauwkeuriger te worden aangegeven over welke stukken het comité een advies moet uitbrengen.

In het derde lid moeten de woorden "het Gewest" vervangen worden door de woorden "de Regering".

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat paragraaf 2 als volgt moet worden gesteld :

"§ 2. Voor de projecten die niet onder het programma "Stadswandelingen" vallen, kunnen de wijze van samenstelling en de werkwijze van een begeleidingscomité in voorkomend geval vastgelegd worden in de uitvoeringsovereenkomst.".

Artikel 6

Deze bepaling overlapt artikel 5, tweede lid. De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat ze moet vervallen.

.../...

Artikel 7 (dat artikel 4 wordt)

In de eerste zin van het eerste lid schrijve men "De stukken waarover een advies moet worden uitgebracht door (...)". De tweede zin moet vervallen.

In het derde lid zou het beter zijn te schrijven : "De voorlopige oplevering en de eindoplevering ...".

Gezien algemene opmerking nr. 2 moet het vierde lid vervallen.

SLOTOPMERKING

In de artikelen 2 en 4 schrijve men "1°, 2°, 3°" in plaats van "1), 2), 3)" en in artikel 5, § 1, schrijve men "1°, 2°, 3°" in plaats van "1., 2., 3.".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. LEWALLE,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS, premier
président.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS, eerste
voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN